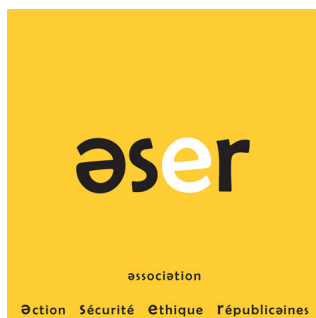




Action Sécurité Éthique Républicaines

Deuxième Intervention – 10^{ème} Conférence des États parties au traité sur le commerce des armes

Genève le 20 aout 2023

Objet de l'intervention : Universalisation du Traité

Monsieur le Président.

Mesdames et messieurs les délégué·e·s,

Monsieur le Président, Action Sécurité Éthique Républicaines souhaite ici saluer la présence de la Gambie et du Malawi en tant que nouveaux membres des États parties au TCA, comme une preuve que le mouvement pour son universalisation est encore vivant. Cependant nous notons qu'à ce rythme il faudra encore 40 ans pour voir les autres pays membres des Nations Unis rejoindre le TCA.

C'est pour cela que nous devons nous interroger sur les raisons de la résistance de ses États à le rejoindre.

Nous nous permettons ici de suggérer que la faiblesse de la pratique universelle du droit international des principaux producteurs d'armes en pourrait être la raison principale.

N'y a-t-il pas en effet un gouffre entre la capacité des États occidentaux à rassembler plus de 100 milliards d'euros pour défendre les frontières de l'Ukraine, et une impossibilité de trouver un dixième de cette somme pour l'aide humanitaire d'urgence pour les populations du Yémen, des deux Soudan, du Sahel, de Palestine, de République Démocratique du Congo, d'Amérique latine, des Caraïbes, dont celle particulièrement d'Haïti. Une aide qui doit aussi concerner la protection des droits économiques sociaux et culturels, qui sont interdépendants avec la paix et la sécurité, comme inscrit dans le préambule du Traité.

Une autre piste nous semble pouvoir attirer de nombreux autres États est la lutte contre les trafics d'armes. Nous disposons de moyens techniques extraordinaires pour le faire, or de très nombreux pays du sud ont exprimé ici même le besoin de mettre ces moyens véritablement au service du contrôle de leurs frontières. Ces moyens, s'ils étaient mis en place avec la formation de fonctionnaires, permettraient aux populations d'Amérique latine et des Caraïbes, qui étouffent sous la violence d'une criminalité organisée toujours plus armée, de vivre dans leur région sans être obligées de fuir dans de tragiques voyages migratoires.

Il en est de même pour les zones de conflits, au Sahel par exemple, où l'intervention des gouvernements étasuniens, français et britanniques en Libye, a déstabilisé profondément la région pour des années, laissant les populations civiles chaque jour sous les coups des groupes commettant des actes de terrorisme.

Voilà Monsieur le Président quelques idées d'actions pratiques. Elles sont urgentes pour les centaines de millions de jeunes qui attendent un comportement responsable de la part de gouvernements qui leur donnent, depuis tant d'années, des leçons sur leur manière de vivre.

Merci Monsieur le Président